

un peu de chance, l'influence conjuguée des intérêts ferroviaires et miniers et des banques canadiennes, (tous considérés comme s'opposant à sir Robert Bond et favorisant la confédération⁶), de même que l'appui éventuel du haut clergé catholique et de certains milieux protestants, suffiraient à faire pencher la balance en faveur de la confédération si la question était de nouveau présentée à l'électorat. L'élément de chance espéré serait la rupture entre sir Robert Bond et sir Edward Morris, ce dernier prenant la tête de l'opposition dans une élection. Sir Edward était catholique et réputé favorable à la confédération.⁷ La rupture se produisit bel et bien, mais les hauts personnages qui appuyaient secrètement sir Edward furent déçus lorsque celui-ci se rangea résolument sous la bannière anti-confédératinniste. Au cours de la campagne électorale suivante, en 1908, la confédération prit encore le devant de la scène, non pas en tant qu'objet de débat mais plutôt en tant que moyen de mater l'opposition. L'élection se solda par une impasse qui n'allait être résolue que par une autre élection, six mois plus tard.

Il fait peu de doute que sir Wilfrid Laurier, Premier ministre du Canada à cette époque, aurait souhaité voir Terre-Neuve entrer dans l'union canadienne. Toutefois, comme plus tard ses successeurs, il estimait que l'initiative devait venir de l'autre côté du détroit de Cabot. La seule ouverture qu'il fit jamais fut de convier sir Robert Bond à discuter de la frontière du Labrador, vers la fin de 1906. Avec raison peut-être, sir Robert Bond vit là une invitation voilée à rouvrir le dossier de la confédération et répondit qu'il aborderait la question de la frontière à la Conférence impériale de 1907. Sir Robert se présenta à cette rencontre avec une semaine de retard, d'après le Gouverneur de Terre-Neuve parce qu'il craignait qu'on l'accuse d'avoir discuté de la confédération avec sir Wilfrid Laurier.

Laurier vit briller une dernière lueur d'espoir au début de 1909 lorsqu'il s'intéressa aux efforts en coulisse d'un autre Canadien, un certain Harry J. Crowe, promoteur industriel et spéculateur forestier, qui préconisait un plébiscite sur la confédération à Terre-Neuve. Mais l'intérêt de Laurier tourna rapidement au scepticisme. Mis à part le fait qu'avec son idée de plébiscite Crowe devançait largement son époque, cette entreprise visant à exploiter l'impasse politique à Terre-Neuve reposait sur des bases chancelantes. Non seulement l'idée de la confédération était mal vue depuis 1895, mais l'île connaissait à cette époque une période de prospérité relative. Elle jouissait d'un bon gouvernement et d'une économie à peu près stable. Ce n'est qu'au cours des deux décennies suivantes que sa fragilité intrinsèque, le manque de scrupules de ceux qui l'exploitaient et une sorte de désespoir politique se firent jour.

⁶ Il apparaît que quarante ans plus tard, lorsque ça comptait vraiment, les intérêts financiers canadiens ont en effet participé à la réalisation de la confédération. Cependant, comme semble le démontrer la documentation de ce volume, il est difficile de trouver des preuves concluantes.

⁷ Les deux gouverneurs ont formé leur opinion en partie à cause d'une visite du Gouverneur général à Terre-Neuve pour, disait-on, des vacances. Une visite qu'il projetait un peu plus tard fut décommandée car on la jugeait déplacée. Comparez avec la visite du Gouverneur général en 1942 et la visite projetée de son successeur en 1947 qui sont mentionnées dans les documents 19, 22 et 359.